

COMMUNIQUÉ..

Paris le 31 août 2023

Plusieurs centaines de milliers d'habitants de quartiers informels au Chili, menacés de prison et d'expulsion sans jugement, suite au vote de « *la loi maudite* » mercredi 30 août La balle est dans le camp du Gouvernement BORIC

Une loi votée mardi soir par la chambre des députés chilienne, confirmée par le Sénat mercredi 30 août prévoit :

- Jusqu'à 3 ans de prison pour l'occupation pacifique d'un terrain ou d'un bâtiment par des sans logis.
- Jusqu'à 5 ans de prison en cas d'occupation avec effraction.
- Elle criminalise les mouvements sociaux qui organisent les habitants de quartiers informels
- Elle autorise dans tous les cas l'expulsion par la police, sans passer par le juge
- Elle permet au propriétaire de se faire justice lui-même.

C'est l'institution d'un délit permanent.

Le Gouvernement BORIC - de gauche mais minoritaire à la Chambre - a désormais 30 jours pour annuler cette loi Anti-occupation, par un « veto présidentiel total ».

Une journée nationale de mobilisation est organisée au Chili jeudi prochain 7 septembre, par un vaste mouvement d'habitants des quartiers informels qui s'est uni contre « cette loi maudite ».

L'envahissement collectif de terrains par des familles sans logis, est un moyen à la fois de se loger, et de lutter contre la spéculation immobilière fondée sur le besoin humain de se loger. C'est une pratique courante dans de nombreux pays dans le monde, particulièrement en Amérique latine.

Cette loi fait écho à la sinistre loi Kasbarian-Bergé, qui criminalise les occupants de locaux vacants permettant leur expulsion sans jugement, et criminalisant aussi les locataires en difficulté et les salariés qui occupent des locaux de leur entreprise, comme si les sénateurs chiliens à l'origine de cette loi, s'étaient inspirés du triste exemple Français.

Pour faire part de notre solidarité et soutenir la revendication de veto présidentiel, Nous appelons à un :

**Rassemblement devant l'Ambassade du Chili
Mercredi 6 septembre à partir de 17h30
Place Salvador Allende, Paris 7e (M° La Tour Maubourg – ligne 8)**

Premiers signataires : AITEC, DAL , FAL, Association des Ex Prisonniers Politiques Chiliens de France..

(Confirmer la signature de votre organisation à : pourre.annie@orange.fr)